Laïcité

Bulletin du Mouvement laïque québécois Vol.23 N°2 été 2003

Oui à l'Europe laïque

par Henri Laberge, président du Mlq

Dans un article (*Le Devoir* du vendredi 18 juillet 2003) globalement élogieux quant au rôle de Giscard d'Estaing comme président de la commission chargée de rédiger un projet de constitution européenne, Christian Rioux écorche au passage les membres de ladite commission, les traitant d'hystériques de la laïcité parce qu'ils «refusent de mentionner l'héritage chrétien de l'Europe dans le préambule de la constitution». Selon lui, une telle mention ne ferait que rapporter une évidence qu'aucun historien ne conteste.

Or, ce n'est justement pas le rôle d'une constitution d'énoncer des évidences. Une constitution n'est ni un livre d'histoire, ni un traité de géographie ou de sciences humaines. Elle a une fonction normative et non pas narrative ou descriptive. Ses dispositions rédigées à l'indicatif présent ont une portée impérative. Son préambule doit aider à interpréter les dispositions impératives.

Comment réagirait Christian Rioux si un groupe d'extrême droite proposait de mentionner dans le préambule de la constitution l'apport prépondérant de la race blanche dans la fondation et le développement des pays qui constituent l'Europe. Bien sûr qu'il ne traiterait pas d'hystérique de l'antiracisme ceux qui s'opposeraient à la mention de cette évidence historique. Il aurait raison de prétendre qu'une telle mention établirait une hiérarchie symbolique entre les citoyens de l'Europe sur la base de leurs caractéristiques raciales. Car une constitution ne fait pas que constater des états

de faits. Elle indique une orientation, elle exprime la volonté des constituants. La mention explicite exclusive de l'héritage chrétien de l'Europe aurait des effets analogues. Elle indiquerait que les lois et les politiques de l'Europe auraient le devoir de se conformer au contenu de cet héritage.

La laïcité est une valeur essentielle au bon fonctionnement de la démocratie, au même titre que l'antiracisme ou que l'antisexisme. Elle ne propose pas une doctrine alternative concernant l'existence d'un monde surnaturel. Elle ne porte ni sur Dieu, ni sur les anges ni sur la vie après la mort (ni pour affirmer, ni pour nier). Elle porte sur l'aménagement présent des relations entre citoyens, de façon à ce que ceux-ci puissent se savoir égaux entre eux et collaborer au bien de la cité indépendamment de la religion de chacun et indépendamment du fait que certains ont une religion et d'autres pas. Affirmer la caractère laïque de l'Europe ne brime donc la conscience de qui que ce soit. C'est au contraire, une garantie démocratique. Mais privilégier une tradition religieuse en la désignant à l'exclusion des autres traditions idéologiques comme élément fondateur de l'Europe, ce serait nier à celle-ci son droit fondamental à la laïcité.

Le Mouvement laïque québécois se déclare solidaire de tous les groupes (religieux ou non religieux) qui revendiquent la laïcité de l'Europe et, par conséquent, s'opposent à l'enchâssement de la tradition chrétienne dans sa constitution.

□

Le mariage comme institution libératrice

S'il est incontestable que la complémentarité sexuelle de l'homme et de la femme est une donnée naturelle et que sans cette complémentarité l'espèce humaine n'existerait pas, il me semble nettement exagéré d'en conclure que le mariage est de droit naturel.

La nature telle qu'observée et interprétée par la science contemporaine ne confère par elle-même aucun droit; elle n'impose aucune obligation; elle n'est soumise à aucune morale. Les cataclysmes naturels, la férocité des grands fauves et l'extinction des espèces font partie de la nature au même titre que l'instinct maternel et la coopération entre animaux pour la survie. C'est la culture et non pas la nature elle-même qui établit des échelles de valeurs entre situations et comportements. C'est la culture qui fonde les droits, les obligations et la morale. La morale n'est pas donnée par la nature; elle résulte de l'effort collectif de l'humanité pour s'inventer un art de bien vivre, un art de se comporter de façon à être heureux sans nuire au bonheur des autres. De même, le mariage est une création de la culture. Ce qui est naturel, ce sont les relations amoureuses, y compris entre personnes de même sexe (dont on retrouve l'équivalent chez les espèces animales qui nous sont les plus apparentées).

Les unions entre hommes et femmes qui, dans les millénaires passés, ont assuré la survie de l'espèce humaine étaient de types très variés, certains n'ayant à peu près pas de commune mesure avec le mariage tel qu'il a été vécu en occident au cours du 20e siècle. Les plus anciens récits de la Bible, qui réfèrent à des événements qui seraient survenus il y a à peine 3000 ou 4000 ans (ce qui est très court en regard du temps écoulé depuis l'apparition de notre espèce), ne parlent pas d'une institution du mariage comportant les caractéristiques essentielles du mariage d'aujourd'hui. Ils décrivent des unions qui ne sont pas nécessairement exclusives (la polygamie y est admise et même bénie de Dieu) et qui se négocient

Suite page 2 ►

Le mariage comme institution libératrice (suite)

entre familles ou entre prétendant et père de la femme convoitée beaucoup plus qu'elles ne résultent d'un contrat entre deux partenaires libres et égaux. Le mariage civil moderne dont le contenu est défini par une loi, qui implique un libre choix ainsi qu'un engagement public et solennel et qui peut être dissous en cas d'échec est en tant que tel une institution assez récente.

Le mariage-institution n'a pas toujours eu la même portée et les mêmes effets. En certain cas, il a été utilisé par les chefs de familles pour conforter leur pouvoir de négocier les unions entre leurs fils et leurs filles, pour leur permettre d'annuler ou de faire annuler des unions librement contractées mais non conformes aux prescriptions de la loi. En d'autres circonstances, le mariage a pu servir à protéger contre la tyrannie de leurs familles les jeunes couples unis par l'amour. C'est en cela qu'il a pu avoir une portée progressiste et libératrice.

Les modifications annoncées à la Loi sur le mariage peuvent-elles avoir un effet réel sur l'orientation sexuelle des gens? Je ne crois pas. Louis O'Neill a raison de ne pas s'énerver et d'inviter au calme: quelle que soit la modification retenue à la loi, il est certain que les couples qui se formeront au cours du prochain siècle et du prochain millénaire seront encore, en très grande majorité, hétérosexuels. Le fait que des couples de même sexe puissent se marier n'enlève rien aux couples constitués d'un homme et d'une femme. Aucun couple ne perd la faculté de conférer à son propre mariage la signification qu'il veut bien lui donner.

Quand la société reconnaît officiellement, par l'institution du mariage, l'union qui se veut stable de deux personnes s'engageant l'une vis-à-vis de l'autre, elle y attache des effets civils, mais elle ne confère aucun sacrement. Elle n'oblige pas les conjoints à la fécondité et elle n'interdit pas la fécondité aux couples non mariés. Le mariage est là pour protéger la liberté des couples qui veulent y recourir en officialisant leur union librement consentie et en invitant les autres à respecter ce choix. Ceux qui reconnaissent la liberté pour les homosexuels à former des unions stables,

pourquoi s'opposeraient-ils à ce que l'institution du mariage reconnaisse cette liberté et la protège.

La société a intérêt à ce que les relations amoureuses se vivent autant que possible dans le cadre d'unions stables, cela aussi bien pour les homosexuels que pour les hétérosexuels (faciliter les interventions en santé publique; clarifier la capacité d'un conjoint à prendre des décisions pour celui qui est incapable de les prendre ou de les exprimer; constituer un milieu favorable à l'adoption et à l'éducation des enfants; etc.) La société a intérêt aussi à ce que se développe une culture de l'acceptation des différences et du respect mutuel.

L'homosexualité existe dans la nature, chez l'être humain et dans d'autres espèces. À ce titre, elle n'est ni bonne ni mauvaise. Elle constitue un fait brut qui ne confère aucun droit et n'impose aucune obligation. Mais c'est un progrès de la culture que le respect des orientations sexuelles et la promotion de la liberté.

Henri Laberge

Le MLQ veut savoir...

Le MLQ aimerait connaître vos disponibilités pour participer à ses diverses actions. Plusieurs nouvelles stratégies ont été adoptées cette année, notamment en recherche et développement (nouvelles actions, apologétique, etc.), en communication (refonte du site Internet, amélioration du bulletin Laïcité), et dans l'organisation d'événements (conférences, débat, soirées rencontre et discussion). Les démarches entreprises ne peuvent être menées à bien

sans votre participation. En particulier, nous avons besoin de combler un manque de bras pour les tâches suivantes:

- Rédaction
- Révision de texte
- Secrétariat (préparation d'envois postaux, correspondance)
- Correction de texte
- Traduction (indiquez quelles langues)
- Production d'événement
- Accueil aux événements
- Infographie, préimpression
- Programmation (Java, SQL, HTML ou CSS)

Faites parvenir vos disponibilités à l'adresse de courriel suivante: info@mlq.qc.ca

Vous pouvez aussi utiliser le courrier traditionnel:

Mouvement Laïque Québécois
335, rue Ontario Est
Montréal (Québec)
H2X 1H7

SVP, veuillez indiquer vos coordonnées, les tâches qui vous intéressent (ne vous limitez pas à la liste ci-dessus), ainsi que le nombre maximum d'heures, par mois, que vous voulez mettre à la disposition du MLQ. Merci à l'avance.

Vincent-Olivier Arsenault

Soirée-conférence des Sceptiques du Québec:

L'EFFET PLACÉBO

Conférencier: **François Filiatrault**

Nous vous attendons donc en grand nombre **le samedi 13 septembre prochain dès 19:00**, à la salle 100 du Centre St-Pierre, situé au 1212, rue Panet, Montréal, près du métro Beaudry. Les portes ouvriront à 18:00 pour les personnes qui désirent bavarder avec nous.

Plus d'informations:

Marie-Soleil Gauthier, relationniste
(450) 670-1434

Laïcité est le bulletin du Mouvement laïque québécois. Ses principaux objectifs sont la promotion et la défense de la liberté de conscience et la séparation des Églises et de l'État

Responsable:	Joseph Aussedat
Abonnement:	Individu 15\$, Organisme 25\$
Adresse:	335, rue Ontario Est, Montréal, H2X 1H7
Téléphone:	(514) 985-5840
Adresse Internet:	www.mlq.qc.ca
Dépôt légal:	Bibliothèque nationale du Québec – 3 ^e trimestre 2003

La religion en politique: le cas des États-Unis

par Rodrigue Tremblay

Le courant religieux aux États-Unis

Contrairement à d'autres constitutions, dont celle du Canada, qui font directement référence à Dieu en tant que source du pouvoir politique, la Constitution américaine ressemble davantage à la Constitution française, cette dernière proclamant explicitement la laïcité de la France: *«la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.»*

Les deux constitutions américaine et française s'inspirent, en effet, du même principe démocratique «du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple» et proclament le même grand principe laïque selon lequel tout pouvoir politique découle du consentement du peuple, et qu'il n'appartient pas au gouvernement, par conséquent, de se mêler de choses religieuses.

Cependant, la Constitution américaine est beaucoup moins explicite sur cette question que la Constitution française. En effet, ce n'est qu'indirectement que la Constitution américaine se rapproche, par son Premier amendement, du principe de laïcité. Ainsi, son premier amendement [*«le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdit le libre exercice d'une religion.»*] établit, à tout le moins, un sécularisme partiel. Les tribunaux américains ont interprété cet amendement comme une obligation faite au gouvernement de se tenir à l'écart de activités religieuses des églises et de ne point favoriser une religion plutôt qu'une autre.

Ainsi donc, on peut dire que la Constitution américaine garantit une certaine séparation entre l'état et les organisations religieuses, mais pas nécessairement entre l'état et la religion en général. C'est pourquoi, même si son voisin du Nord, le Canada, est une monarchie constitutionnelle dont la constitution reconnaît officiellement la suprématie de Dieu et dont le chef d'état est le chef d'une église (d'Angleterre), c'est un pays qui a une tradition et une culture politique considé-

ablement plus laïques que celle des États-Unis.

Il est relativement facile pour un gouvernement qui ne souscrit pas aux principes d'une constitution de la détourner et de faire indirectement ce qui lui est défendu de faire directement. Les cours prennent beaucoup de temps avant de déclarer inconstitutionnelles des initiatives gouvernementales, une fois que ces dernières ont été lancées et mises en place. Mais, même alors, les mesures initiales peuvent toujours être remplacées par de nouvelles, de sorte que le tout est toujours à recommencer. En réalité, la protection qu'une constitution apporte aux citoyens est rarement supérieure à la qualité de leur gouvernement. Ainsi, la constitution de l'ancienne Union soviétique était, sur papier et en théorie, un modèle de démocratie et de liberté. En pratique, cependant, les citoyens qui tentaient d'exercer pleinement leurs droits et libertés en étaient empêchés par l'État.

Les États-Unis, un pays religieux

Tout en étant une république partiellement laïque, donc, les États-Unis n'en sont pas moins un pays très religieux. En effet, même si la Constitution penche vers la laïcité, la Déclaration d'indépendance de 1776, qui l'avait précédée, faisait directement référence à un Créateur céleste pour asseoir les nouveaux droits et les nouvelles libertés que les révolutionnaires recherchaient. On y disait que «Tous les hommes sont créés égaux; qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables...». Les signataires ajoutèrent qu'ils lançaient leur entreprise «en la faisant reposer sous la protection de la Providence divine.»

En réalité, les États-Unis ont toujours eu un fort penchant religieux. Aujourd'hui, les États-Unis sont sans contredit le pays occidental le plus religieux qui soit. Les Américains se prévalent en masse de la liberté de religion qui est garantie par leur Constitution. Tout comme le Moyen-Orient est balayé par la tempête de sable de l'intégrisme islamiste, les États-Unis sont le seul pays occidental à être lui aussi balayé par un fort courant d'intégrisme

religieux. Et, coïncidence étrange, il semblerait que plus les États-Unis deviennent un empire mondial au plan économique, politique et militaire, plus ils se rapprochent de la religion.

On compte aujourd'hui plus de 220 dénominations religieuses et 2000 sous-dénominations aux États-Unis, regroupées en 16 grandes familles religieuses. On y retrouve près de 500 000 églises, temples et mosquées. C'est une industrie très prospère qui est exemptée d'impôts et qui possède des réseaux de radio et de télévision, des séminaires, des «universités» et d'énormes propriétés. Elle ouvre une foule de carrières très rémunératrices à qui veut s'y consacrer. Certains guérisseurs-hypnotiseurs s'en donnent à cœur joie. En devenant des prêcheurs télévangélistes, ils prétendent parler à Dieu et faire des miracles en son nom. Ils réussissent de cette façon à extorquer des sommes fabuleuses, entièrement libres d'impôts, aux personnes les plus naïves et les plus vulnérables de la société.

Les États-Unis sont incontestablement le seul pays démocratique où de nombreuses chaînes de télévision sont investies par des entreprises religieuses, plusieurs d'entre elles extrêmement politisées. Jour après jour, des caractères mercantiles, hurlant et cognant sur la Bible, s'emploient à soutirer le maximum de fonds d'un public américain crédule. De nombreux télévangélistes américains sont d'ailleurs des multimillionnaires, possédant ranchs et domaines. Certaines organisations sont de véritables empires religieux, commerciaux, politiques et brassent des milliards de dollars.

Les dénominations les plus populaires et en plus forte croissance sont celles qui relèvent du protestantisme évangélique ou du christianisme fondamentaliste.

Le fondamentalisme religieux américain est le pendant de l'islamisme. Tout comme l'islamisme est porté à accorder une signification littérale aux mots et expressions consignés dans le Coran, le fondamentalisme protestant aux États-Unis considère que toutes les histoires, toutes les allégories et toutes les fables que l'on retrouve dans la Bible sont l'œuvre de Dieu et doivent être prises au pied de la lettre.

Le fondamentalisme religieux est un mouvement anti-modernisme qui remonte loin dans le temps aux États-Unis. De nombreux «prêcheurs» se sont fait un nom en se faisant les promoteurs des passages les plus excentriques de la Bible. Au XIX^e siècle, les révérends protestants John Nelson Darby et Cyrus Scofield développèrent les idées évangélistes d'une théologie du désespoir: pour eux, le monde devait aller de mal en pis, jusqu'à un jugement dernier qui devait coïncider avec une fin du monde cauchemardesque. Au XX^e siècle, dans les années 20, le fondamentalisme religieux américain reprit forme avec le *social gospel* de Walter Rauschenbusch. Aujourd'hui, il est repris sur les écrans de télévision et à la radio par toute une pléthore de prêcheurs évangélistes qui rivalisent à qui sera le plus terrifiant et qui réussira à extirper le maximum de dollars des âmes apeurées.

Le mouvement religieux émane d'une réaction contre l'infiltration de la technologie dans la vie quotidienne des personnes, laquelle transforme leurs façons de s'amuser, de travailler, d'aimer, de naître, d'être malade et de mourir. La religion devient alors une sorte d'échappatoire, une fuite du réel vécu, et une façon de se libérer des pressions que la technologie et l'économie imposent aux personnes. La spiritualité collective vient ainsi suppléer à l'absence de vie intellectuelle personnelle. Certaines églises organisent des réunions monstres qui sont ni plus ni moins des séances d'hypnotisme collectif. Certaines d'entre elles ont même conduit, dans le passé, à des suicides collectifs.

En effet, dans le sud des États-Unis, là où la religiosité est la plus répandue, les forces économiques semblent laisser l'individu peu instruit à lui-même. Devant les grandes corporations industrielles, américaines comme étrangères, on ne retrouve guère d'organisations syndicales structurées, capables de défendre d'égal à égal les droits des travailleurs. L'organisation qui est toute prête à accueillir l'individu désemparé, c'est l'organisation religieuse.

La population américaine, beaucoup moins instruite qu'on ne le croit généralement, surtout dans mid-ouest rural et le sud des États-Unis, embarque dans une grande proportion dans les fantaisies et dans les mythes que ces églises plus ou moins extravagantes essaient de leur

vendre. Ainsi, plus du tiers de la population américaine, soit 36 pour cent, croit que la Bible consigne bel et bien la parole de Dieu et doit être prise au sens littéral.

Les chrétiens fondamentalistes et les musulmans islamistes ont la même vision mythique et déformée du monde. Ainsi, les musulmans établissent eux aussi l'âge de la Terre à 4 000 ans. Et ils croient que la Kaaba à La Mecque fut construite par Adam lui-même.

Ce regain de religiosité et ce flirt avec l'irrationnel aux États-Unis s'accompagnent d'une influence politique accrue des milieux religieux. Les ultra-religieux américains se concentrent principalement dans le Parti républicain, surtout depuis que George W. Bush en a pris la direction, tandis que les juifs orthodoxes et les catholiques américains tendent plus naturellement vers le Parti démocrate.

Lors des élections du 7 novembre 2000, élections que George W. Bush gagna avec moins de votes que son adversaire démocrate Al Gore, les milieux religieux exemptés d'impôts jouèrent un rôle décisif. Ce fut un coup de maître de la part du Parti républicain d'avoir attiré dans son giron les blancs pauvres qui votaient traditionnellement démocrate du temps de Franklin D. Roosevelt et de John F. Kennedy et qui, à cause de la religion, votent aujourd'hui républicain.

On estime, en effet, qu'il existe aux États-Unis un bloc de quelque 30 millions d'électeurs que l'on peut désigner comme des électeurs intégristes au plan religieux, lesquels se désignent comme des *born again*, et qui votent surtout républicain. Ils se distinguent en étant passionnément contre le droit des femmes à l'avortement et contre toute législation limitant le droit de posséder des armes, même les plus meurtrières.

Une fois parvenu au pouvoir de justice, George W. Bush se hâta de récompenser les milieux religieux qui l'avaient ouvertement appuyé en instaurant un régime de subventions publiques pour les œuvres de charité administrées par des églises. Le Parti républicain de George W. Bush réussit le tour de force de donner d'énormes réductions d'impôts aux américains les plus riches, tout en s'attirant l'appui des américains les plus pauvres en leur offrant l'appât d'une idéologie religieuse réactionnaire. Une telle

polarisation politique autour de la religion plutôt qu'en fonction d'intérêts socio-économiques est un nouveau phénomène aux États-Unis.

Est-ce que les États-Unis seraient en train de sombrer dans les ornières des vieux pays européens d'avant la Révolution française de 1789, quand existait une symbiose malsaine entre le pouvoir et la religion? Les rois européens comptaient sur les milieux religieux pour légitimer leur pouvoir absolu et, à leur tour, les rois récompensaient les églises en les exemptant d'impôts et en les couvrant de privilèges de toute nature. La séparation de l'Église et de l'État fut le plus grand acquis de civilisation des trois derniers siècles.

Cette séparation sous-tend à la fois la démocratie et la liberté de religion à l'abri des contrôles étatiques. Ironiquement, c'était justement pour fuir une Europe corrompue par la jonction du pouvoir politique et des religions d'État que de nombreux Européens choisirent d'émigrer aux États-Unis. Aujourd'hui, certains milieux religieux américains souhaiteraient à nouveau investir le gouvernement et s'en servir comme instrument de leur travail apostolique.

En 1954, afin que les milieux exemptés d'impôts, et donc subventionnés, n'abusent indûment de leur statut d'exemption fiscale pour faire de la politique partisane, le sénateur du Texas, Lyndon B. Johnson, fit adopter par le Congrès américain un obscur amendement à la Loi sur l'impôt. En vertu de cet amendement, les groupes bénéficiant d'un statut d'organisation sans but lucratif en vertu du code fiscal américain, ne peuvent appuyer ou attaquer les candidats qui se présentent à une élection, sous peine de se voir retirer leur statut d'exemption fiscale. Il fut adopté par consentement unanime.

Même si la loi est fréquemment violée sans que l'IRS n'intervienne, les milieux religieux américains s'emploient présentement à faire résilier cette résolution. S'ils allaient réussir dans leur entreprise, alors même que la Constitution des États-Unis s'oppose clairement à ce que les milieux religieux investissent le gouvernement, ils effectueraient un coup politique d'une grande ampleur.

Après les attentats du 11 septembre 2001, les milieux religieux américains

n'ont pas perdu de temps pour récupérer à leur compte la grande catastrophe. Pour eux, en effet, cette tragédie n'était qu'accessoirement le fait de terroristes islamistes supervisés par l'organisation d'Oussama ben Laden, Al-Qaeda, en représsailles des politiques américaines déséquilibrées au Moyen-Orient, mais représentait avant tout un châtement de Dieu.

Reprenant le refrain entendu ailleurs que les Américains étaient eux-mêmes responsables du malheur qui venait de les frapper, les deux leaders religieux américains les plus en vue et les plus proches du Parti républicain, Jerry Falwell et Pat Robertson, leaders respectivement des organisations Moral Majority et Christian Coalition, déclarèrent sur les ondes du réseau Fox, deux jours après les événements, que les attentats terroristes du 11 septembre 2001 étaient une punition que Dieu envoyait aux États-Unis à cause de son caractère séculier: «Dieu tout-puissant a cessé de nous protéger; ... nous avons été consommés par notre recherche de la santé, de la richesse et des plaisirs matériels et sexuels» (Robertson); «Je les pointe du doigt [les personnes gaies, les libertaires civils, les supporteurs de l'avortement, les païens et les féministes] et leur dit qu'ils ont contribué à ce que ces événements se produisent» (Falwell).

Quant au fils du prêcheur protestant Billy Graham, Franklin Graham, ce dernier étant à la tête de la Southern Baptist Convention (SBC) fondée par son père, il crut bon de prendre ses distances face au zèle religieux des terroristes musulmans: «Le Dieu de l'islam n'est pas le même Dieu [que celui du christianisme]. C'est un dieu différent, et je crois qu'il s'agit d'une religion malfaisante et corrompue». Comme quoi, un fondamentalisme en repousse un autre.

La hantise de la fin du monde

Le phénomène le plus inquiétant aux États-Unis, en ce début de XXI^e siècle, est la popularité des scénarios de fin du monde que plusieurs dénominations religieuses avancent, en se fondant sur des passages de la Bible. S'abreuvant au courant manichéiste religieux, les fondamentalistes américains se persuadent que le monde oscille entre le Bien et le Mal et que ce n'est, cependant, qu'à la fin des

temps que le Bien triomphera. Ces milieux se font les propagateurs de livres populaires de fiction qui échafaudent des scénarios de fin du monde, en utilisant la terminologie de l'Apocalypse et de la bataille d'Armageddon qu'ils puisent dans la Bible, et mettant invariablement en cause un combat du Bien contre le Mal.

Deux auteurs se sont rendus riches en publiant des livres de fiction évangélistes, dont la trame tourne autour de luttes mettant en cause un Antéchrist, présenté tantôt sous les traits d'un secrétaire général des Nations unies, avec ses «forces de paix globalisées», tantôt sous ceux d'un dirigeant de l'Union européenne, à la tête d'un nouvel Empire romain, et des héros qui combattent l'Antéchrist et les non-croyants.

Tim F. LaHaye et Jerry B. Jenkins lancèrent une série de romans à saveur religieuse évangéliste, en utilisant le vocabulaire du livre de l'Apocalypse dans la Bible, appelé *Left Behind*. Il s'agit, en fait, d'une littérature religieuse fantaisiste pour adultes, qui est l'équivalente dans ses thèmes surnaturels de la série pour enfants d'Harry Potter. Une dizaine de ces livres s'étant vendus à plus de trois millions d'exemplaires chacun, on se rend compte du nombre d'Américains qui s'abreuvent à ces scénarios politico-religieux de la fin du monde.

De tels livres de fiction religieuse comporte une forte dose de propagande politique haineuse contre les Nations unies et contre tout ce qui pourrait ressembler à un système de lois internationales et supranationales, de même que contre l'Europe. Ils colportent la lubie que la création de l'Union européenne, les «États-Unis d'Europe», et l'établissement de l'euro sont des signes que la fin du monde est proche! Et, comme un vers de la Bible dit que «ceux qui bénissent Israël seront bénis», les livres développent l'idée que pour que les prophéties contenues dans la Bible se réalisent, il importe que l'État d'Israël soit fort et victorieux. Un appel est ainsi lancé pour que les fondamentalistes et les évangélistes mettent tout en leur pouvoir pour persuader le gouvernement américain de soutenir Israël. Tel est le vent de folie religieuse qui souffle présentement sur les États-Unis.

De telles élucubrations paranoïaques ne porteraient pas à conséquence, si ce n'était que depuis janvier 2001 la Mai-

son-Blanche est occupée par une personne imbuée de religiosité avec des penchants fanatiques évangélistes: George W. Bush. Ce dernier est en position de poser des gestes concrets dans le sens des prophéties que les livres de la série *Left Behind* et d'autres développent. Jusqu'à quel point les positions du gouvernement américain à l'endroit des Nations unies, de la Cour pénale internationale, d'Israël ou de l'Europe, par exemple, sont influencées par les convictions religieuses fondamentalistes de George W. Bush et de ses conseillers? Il y a certes lieu de s'inquiéter, car il s'agit d'un petit groupe de personnes qui ont accès au plus grand stock mondial d'armes nucléaires de tous les temps.

Rodrigue Tremblay est l'auteur du livre: «Pourquoi Bush veut la guerre» publié aux Éditions Les Intouchables, 2003

ALARIE, LEGAULT
BEAUCHEMIN
PAQUIN, JOBIN
BRISSON & PHILPOT

A V O C A T S

LUC ALARIE

1259, rue Berri, 10^e étage
Montréal, Québec H2L 4C7
Téléphone : (514) 844-6216
Télécopieur : (514) 844-8129
luc.alarie@alarie-legault.qc.ca

Comment promouvoir l'humanisme scientifique

par Gérald Blanchard

Quel sens donner au mot, «scientifique», dans l'appellation «humanisme scientifique»? Avant d'entreprendre des activités de recherche et de développement, il me semble important de clarifier cette question.

D'abord, il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques caractéristiques de la méthode scientifique qui la différencient des autres méthodes d'enquête, quelles soient religieuse, philosophique ou poétique. Ne retenons que les suivantes:

- le scepticisme: le doute est de rigueur; rien n'est à l'abri du questionnement;
- la transparence: tout doit être dévoilé et offert à la critique;
- la vérification empirique: toute explication ou thèse doit, en principe, pouvoir être confrontée à l'expérience.

La certitude ne figure pas dans la liste des attributs d'un discours scientifique. Pas plus que la vérité dans son acception courante. D'ailleurs, je soupçonne que la majorité des scientifiques, sans être cyniques, affirmeraient que n'est vrai que ce qui nous aide à comprendre en attendant une meilleure explication. La vérité serait donc transitoire. Les réponses définitives et les positions dogmatiques ne sont pas du ressort des sciences.

En vue de nous démarquer clairement des diverses formes d'humanisme religieux, sans pour autant nous attarder à les combattre, il nous incombe de nous familiariser avec les tenants et les aboutissants de la méthode scientifique ainsi qu'avec les principaux développements dans les sciences humaines qui s'appuient de plus en plus sur la biologie pour définir leurs hypothèses. Je me réfère particulièrement à la sociologie, l'anthropologie, et la psychologie. Nous y découvrirons d'abord qu'il n'y a pas d'unanimité quant aux thèses les plus connues pour décrire la nature humaine. Il y a là, comme ailleurs, beaucoup de controverses, de politocailerie, et de chapelles... De l'hommerie quoi !

Avant de nous engager trop loin dans nos projets de recherche et de développement, il pourrait être intéressant de discuter des écrits d'un certain nombre d'auteurs qui, tout en se définissant comme évolutionnistes, soutiennent des thèses fort différentes pour expliquer les traits humains qualifiés d'universels. Or, parmi les universels les plus récemment mis sous la loupe pour être examinés à la lumière d'hypothèses d'inspiration génétiques, nous trouvons en première ligne, la religiosité et, corrélativement, la quête de sens.

Soit dit en passant, les humanistes scientifiques ne peuvent pas passer à côté de cette question puisque leur raison d'être les incite à découvrir des principes universels qui nous permettraient de comprendre ce que les humains de toutes les ethnies et de toutes les races ont en commun. Des recherches en vue de mieux comprendre comment les espèces, incluant l'homme, ont évolué ont été entamées il y a déjà quelques siècles. Toutefois, c'est dans les cinquante dernières années que les progrès en recherche génétique ont enrichi la théorie de Darwin en ont produit des résultats spectaculaires autant sur le plan technologique que sur le plan théorique et philosophique. Sur le plan pratique, nous assistons désormais, entre autres, à la réingénierie de certaines espèces, au clonage thérapeutique, et aux échanges d'ADN entre espèces. Toutefois, sur le plan théorique et philosophique, nous sommes confrontés à de nouveaux problèmes qui doivent être balisés par de nouvelles règles d'éthique. Les humanistes doivent participer à ce débat. Ainsi, notre première responsabilité, il me semble, est d'abord de nous informer et de participer à populariser ces nouvelles connaissances par le truchement de conférences, de débats, et d'articles.

Dans nos sociétés occidentales, les notions de libre arbitre et de responsabilité sont fondamentales à notre conception de l'homme et de la morale qui réglerait ses activités en tant qu'individu ainsi qu'en tant que membre

d'une collectivité. La société laïque en émergence ne cesse d'être confrontée à des valeurs d'inspiration religieuse. Aussi, même si notre esprit de tolérance nous oblige au respect, rien ne nous empêche de susciter des débats pour faire avancer les connaissances scientifiques. Bien entendu que nous n'avons pas l'avantage qu'ont les religions d'offrir des réponses définitives et réconfortantes. Cependant, nous misons sur l'existence de suffisamment d'esprits critiques et curieux pour participer à nos débats et nos recherches afin d'infléchir un tant soit peu l'évolution des sociétés.

Je suis d'avis que l'approche humaniste que nous voulons adopter sera d'autant plus efficace que nous éviterons d'être trop rigides en appuyant telle thèse plutôt que telle autre. Sans chercher les consensus, nos débats devraient s'inscrire dans une démarche qui, tout en étant ambitieuse, s'inspire de réalisme et d'humilité sachant que la science, malgré ses innovations technologiques spectaculaires, n'est encore qu'au stade du balbutiement dans ses efforts pour élucider la nature de l'homme dans toutes ses facettes.

Décès de Norma Legault

Nous avons appris avec regret, au printemps dernier, le décès de Norma Legault, militante laïque de la première heure. Norma Legault figure en effet parmi les membres fondateurs de l'Association québécoise pour l'application du droit à l'exemption de l'enseignement religieux (AQADER), association qui a donné naissance au Mouvement laïque québécois. Elle a été pendant plusieurs années présidente de l'AQADER et elle fut également la première présidente du MLQ en 1981. Son engagement envers la défense de la liberté de conscience et son dévouement pour la cause de la laïcité avaient permis de développer des sections régionales de l'AQADER dans toutes les régions du Québec. Le MLQ lui est grandement redevable pour son développement actuel. À sa famille, nous offrons nos plus sincères sympathies.

La passion et le combat de Pierre Bourgault

par Roger Léger

«Il n'était pas canonisable», nous prévient Marie-France Bazzo, son amie, ancienne élève et grande admiratrice. «C'est le plus remarquable sophiste que je connaisse», s'impatientait un professeur de philosophie d'un cégep de Montréal. Tout cela peut être vrai. Il avait ses défauts comme nous tous, «hypocrites lecteurs». Mais quand on juge une personne, disait Voltaire, il faut oublier le plus possible ses défauts et ne se souvenir que de ses qualités, surtout quand il les a grandes. J'ai une très grande capacité d'oubli et je me souviens de tant de choses admirables qu'il a pu écrire ou dire ou faire, que son souvenir, que ses écrits et surtout sa parole m'accompagneront jusqu'à la fin.

Quand Bourgault a fait irruption sur la scène politique du Québec à l'automne 1960, quelques semaines après la fondation du RIN, il a littéralement éclipsé ses compagnons d'armes de premier plan et de la première heure comme Marcel Chaput, André D'Allemagne, ou Raymond Barbeau qui était déjà sur la voie de sortie. Et son opposition à René Lévesque a été admirable, parce qu'elle prenait sa source dans quelques idées et principes auxquels il est resté fidèle toute sa vie. Il aurait pu être ministre. Pour lui, cela aurait été une déchéance. Il n'aimait pas louvoyer.

Le mouvement indépendantiste aurait été tout autre, s'il n'y avait pas eu Pierre Bourgault. J'imagine mal ce mouvement dirigé par un corporatiste de droite comme Barbeau. Et ni Chaput ni D'Allemagne n'étaient des orateurs fougueux ou envoûtants comme lui, ni comme lui particulièrement ouverts à l'époque à la pensée de gauche ou sociale démocrate. Et Bourgault était déjà un incroyant déclaré. Certains militants iront même jusqu'à fonder le Parti Républicain du Québec avec cette accusation qu'ils croyaient mortelle pour le RIN, ce sont tous des incroyants ou des agnostiques. Par son seul verbe flamboyant Bourgault triompha facilement de tous ceux qui dans le mouvement indépendantiste voulaient entrer dans l'avenir à reculons. Ceux et celles qui n'auront pas assisté à une «messe Bourgault» des années 60, ou même après, auront manqué quelque chose d'unique, un discours de Pierre Bourgault.

Je me rappellerai toujours la campagne électorale de 1966 durant laquelle la voix de Bourgault était portée aux quatre coins du Québec. Même les adversaires en étaient ébranlés. Dans le comté de Hull où j'étais candidat du RIN, l'organisateur en chef de la campagne du PLQ, un confrère de classe et ami, me déclarait, en blaguant, en pleine campagne électorale, «faudrait qu'on empêche Bourgault de passer à la télévision, même

l'épouse du candidat libéral est tentée de voter pour toi». «Il n'y a rien, cher ami, comme de succomber à une bonne tentation» que je lui réponds en riant; et de lever nos verres à la brise du soir.

Si on ne se prenait pas trop au sérieux alors, on s'engageait cependant dans notre combat avec tout l'absolu, l'ardeur et la fougue dont nos trente ans étaient capables. Et avec tous nos défauts et toutes nos lacunes. Mais une chose n'a pas changé, me semble-t-il. Ce sont les raisons de notre engagement politique. On refusait à l'époque (1957-1960) trois dominations, celle du conservatisme et de Duplessis et de l'Église, et celle, qui dure toujours, du Fédéralisme canadien. Nous voulions nous gouverner nous-mêmes et penser par nous-mêmes, être responsables de notre destin individuel et collectif, et pardessus tout sortir ce peuple de sa torpeur et de son sous-développement.

En 1960, nous étions à l'époque de la fin des empires et de la décolonisation du monde. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de l'histoire depuis ce temps. Un autre empire inouï s'est constitué et sévit aujourd'hui sur la planète entière. Nous venons tout juste d'en prendre conscience et connaissance avec l'invasion injustifiée de l'Irak, qui va contre toutes les règles du droit international péniblement établies durant ce siècle de fer que fut le XX^{ème}. Le combat de Bourgault était aussi dirigé contre le nouveau désordre mondial qu'on nomme pompeusement la mondialisation, où les prédateurs du capital mondialisé ne respectent ni la culture des peuples, ni la souveraineté des États, ni les écosystèmes de la planète. Cela n'existait pas dans les années 60. Pas à ce point. Les perspectives ont radicalement changé.

On doit lutter aujourd'hui pour des institutions internationales qui protègent la culture des peuples, la souveraineté des États et un développement qui ne met pas en péril la terre nourricière de notre petite planète. Le combat des «souverainistes» aujourd'hui est multiple et inclut toutes les grandes luttes contre la pauvreté, pour la protection de l'environnement et le développement durable et le pouvoir normatif des États souverains qu'agressent les politiques actuelles du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale sous la coupe de la puissance impériale que sont les États-Unis, eux-mêmes sous la coupe depuis peu de ce que Jean Ziegler appelle «les prédateurs du capital mondialisé».

«Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la

stabilité de l'économie mondiale». Ce n'est pas un anarchiste, un tiers-mondiste attardé ou un casseur fou qui affirme cela. Non, c'est un prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, professeur à Harvard, ex-président du Council of Economic Advisers du Président Bill Clinton, qui a démissionné en novembre 1999 de son poste d'économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale pour protester contre les politiques préconisées par les institutions financières internationales. Vous pouvez, vous devez lire son réquisitoire dans son livre «La grande désillusion» publié chez Fayard (le titre anglais dit mieux ce que c'est, «Globalization and Its Discontents», «la Globalisation et ses méfaits», aurait-on pu traduire), ou encore de Jean Ziegler «Les nouveaux maîtres du monde», chez le même éditeur.

La passion de Bourgault a toujours été celle de la liberté et de la justice, où qu'elles soient nécessaires; vieilles rengaines pour certains. Et son combat a toujours été de dire

Non aux politiques actuelles du FMI, de l'OMC,

Et de la Banque mondiale,

Non au traitement national élargi,

Non au consensus de Washington,

Non aux paradis fiscaux,

Non aux actuelles "rating agencies",

Non aux banques centrales indépendantes,

Non aux bourses des matières premières de Chicago,

Non aux brevets sur le vivant,

Non aux dettes extérieures des pays du T-M,

Oui à un commerce mondial équitable,

Oui à la taxe Tobin,

Oui au contrôle public des fusions

d'entreprises,

Oui à un Conseil de sécurité au sein de l'ONU

pour les affaires économiques et sociales,

Oui à un nouveau Conseil de sécurité élargi,

Oui aux droits économiques, sociaux et culturels de l'homme,

Non à la privatisation du monde et de la vie,

Oui à la société civile planétaire,

Oui à la Cour pénale internationale,

Oui au Protocole de Kyoto,

Oui au Traité international d'interdiction des mines antipersonnel,

Non à l'empire des prédateurs du capital mondialisé,

Non à la nuit des peuples,

Oui à la souveraineté des États,

Oui au respect des institutions internationales au service des peuples et des cultures,

Oui à un monde régi par le Droit international.

Oui à un nouveau matin du monde.

Car qui ne veut pas créer le ciel sur terre y créera toujours l'enfer.

Pourquoi Bush veut la guerre

Compte-rendu de lecture par Roger Léger

Pourquoi Bush veut la guerre, le dernier livre de Rodrigue Tremblay, est un dossier impressionnant sur la politique intérieure et extérieure de l'actuelle administration américaine. «Dans ce livre, nous ne craignons pas de faire le lien explosif entre la religiosité dans l'espace public, la politique partisane et le besoin de contrôler les sources de pétrole, afin de mieux cerner les causes et les aboutissements des phénomènes et des événements qui bouleversent présentement le monde.»

Un livre impossible à résumer, tant les perspectives sont larges et nombreuses les analyses historiques et culturelles de la société américaine et de la «civilisation» occidentale. Pour mieux en donner une idée aux nombreux lecteurs que ce livre mérite, rien de mieux que d'indiquer le titre des 20 chapitres denses et fouillés que contient ce livre de 275 pages. Après son Prologue «des questions et des réalités», l'auteur aborde avec la maîtrise qu'on lui connaît les 18 questions suivantes dans autant de chapitres: «La religion et la civilisation occidentale», «Le mal intérieur: les persécutions religieuses», «Le mal extérieur: les guerres de religions», «Le manichéisme de ben Laden et de George Bush», «La montée de l'intégrisme politico-religieux aux États-Unis», «La politique et la religion aux États-Unis», «La politique aux États-Unis», «Les conséquences des politiques internationales de George Bush», «Le parti pris américain envers Israël», «La cour criminelle internationale de 2002», «Le pétrole et la théologie dans les politiques américaines: la nouvelle croisade», «Les préparatifs de guerre contre l'Irak», «La politique partisane et la guerre», «Le caractère flou des lois internationales», «La doctrine Bush d'hégémonie et de domination mondiales», «Les deux visages de l'Amérique», «Une guerre sainte pour le pétrole?», «Grandeur et décadence de l'Occident». En une courte conclusion, l'auteur rappelle «les dix fondements de la civilisation occidentale».

Cet immense dossier se complète de 34 pages de notes et références aussi délectables à lire qu'un bon roman, et

d'une bibliographie de 7 pages où j'ai eu plaisir à retrouver des livres de Jacques Barzun (*From Dawn to Decadence: 500 years of Western Cultural Life, 1500 to the Present*) ou de Isaiah Berlin (*Freedom and its Betrayal: Six Enemies of Human Liberty*, PUP, 2002); où j'ai été étonné d'y retrouver le grand oeuvre (plus de 1000 pages) que Stephen Jay Gould laissait à sa mort «*The Structure of Evolutionary Theory*», ou celui de Robert Wright «*Non Zero: The Logic of Human Destiny*»; et où j'ai été peiné de ne pas trouver l'admirable «*Millennium, a History of the last thousand years*» de Felipe Fernandez-Armesto, de l'Université d'Oxford, ou celui de Paul Kennedy «*Preparing for the Twenty First Century*».

«Pourquoi Bush veut la guerre» est un livre qu'on garde près de soi pour s'y référer toujours. Ces deux derniers mois j'ai passé à travers des livres comme celui d'Éric Laurent «*La guerre des Bush*», «*Les nouveaux maîtres du monde*» de Jean Ziegler, «*La grande désillusion*» de Joseph Stiglitz, professeur à Harvard, prix Nobel d'économie, ex-conseiller de Bill Clinton, et ex-économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale; je n'ai pas terminé «*Diplomacy*» et «*La nouvelle puissance américaine*» de Henry Kissinger (eh! Oui!), et de Walt Withman «*Democratic Perspectives*» (1888), mais je garderai toujours près de ma table de travail le livre terminé avant l'invasion de l'Irak «*Pourquoi Bush veut la guerre*» de Rodrigue Tremblay.

Le Mlq a organisé une conférence sur le thème «Laïcité et intégrisme» le samedi 10 mai 2003

Résumé par Jacques Méthot

Cette conférence se voulait la première d'un moment de dialogue avec les membres et la population en général à partir d'un sujet de l'heure qui permet de lancer une réflexion sur un aspect de la

laïcité. La conférence a eu lieu un samedi midi au siège social de la SSJB. Le samedi midi parce que c'est un premier moment de repos qui se prête bien à l'écoute. À la SSJB, parce qu'ils nous ont loué la salle et parce que l'édifice est sur le site du centre-ville de Montréal.

Les membres du Conseil actuel du mouvement souhaiteraient que cette activité se répète à une certaine fréquence pour pouvoir créer une habitude. Il n'y en a pas trop en ce moment dans le paysage pour contrer l'influence «désinformationnelle» des sectes. L'assistance était d'une vingtaine de personnes. Il y avait deux conférenciers de l'extérieur du mouvement soit Messieurs Amir Khadir, militant et médecin bien connu et Rodrigue Tremblay, professeur émérite en économie et ministre sous le gouvernement de René Lévesque entre les années 1977 et 1980. Le troisième conférencier était notre président Henri Laberge.

Monsieur Khadir a été le premier à parler. Il a présenté son cheminement de militant et la condition de la laïcité dans la société iranienne actuelle. Il a cherché à nous faire voir le fil conducteur de ses valeurs qui l'ont guidé dans son action militante diversifiée. Il a insisté sur les nuances que nous devons continuer d'apporter lorsque nous portons notre attention sur l'Iran khoméniste.

Monsieur Rodrigue Tremblay a présenté les grandes lignes de son ouvrage qui vient de paraître sur le fondamentalisme «états-uniens», ses racines et sa présence dans l'actualité politique actuelle de ce pays. Il a insisté sur l'activisme des groupes fondamentalistes «états-uniens», sur leur pouvoir et leur force économique. Il a brossé le tableau de leur pénétration dans l'administration centrale de ce pays.

Monsieur Henri Laberge a tenu à rappeler à l'aide de moult citations que la laïcité était une préoccupation, ici, au dix-neuvième siècle à la suite de la révolution française et que l'élite «québécoise» de l'époque suivait cette question de près et avec passion dans l'atmosphère cléricale de l'époque qui se refermait.